

Presse libre en danger

(suite, mais pas fin)

Dans les numéros 228 et 229 nous vous avons parlé des menaces qui pèsent sur A Contre Courant du fait de nouvelles exigences de la Poste (mise sous enveloppe ou sous film plastique de tous nos envois).

Nous avons décidé de nous accrocher et de faire paraître le n° 231 fin janvier ou début février 2012. Et peut-être même de faire paraître les numéros suivants !... Cette décision n'a pas été prise comme ça, sur un coup de tête. On est hargneux, d'accord, mais ça ne suffirait pas. Nous paraîtrons en 2012 grâce aux soutiens d'anciens et de nouveaux lecteurs qui se sont (ré)abonnés ou qui ont «parrainé» de nouveaux abonnés. Qu'ils soient ici chaleureusement remerciés. Les moyens supplémentaires qu'ils nous ont ainsi accordés nous permettent de compenser la probable «sanction» financière que nous infligera la Poste. Merci aussi à toutes celles et à tous ceux qui nous ont écrit pour exprimer leur solidarité et se sont efforcés de faire connaître notre petite revue à ceux qui ne la connaissaient pas encore.

Non seulement on va paraître début 2012, mais on a aussi décidé de contribuer à mobiliser la petite presse, menacée, avant d'éventuellement disparaître. Nous avons pris l'initiative de constituer un collectif («Petite Presse Libre en Danger» (**PPLED**)) avec, au départ, quelques syndicalistes CGT et SUD et une petite revue de la CGT 68.

Vous trouverez ci-contre l'Appel de ce collectif auquel de nombreuses revues ont déjà répondu. Nous comptons à nouveau sur nos lectrices et lecteurs pour qu'ils fassent connaître cet appel aux éditeurs des revues qu'ils connaissent. Une pétition en ligne sous le titre «*la petite presse libre en danger*» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=PPLED> circule. Vous pouvez la signer et la faire circuler en version électronique comme en version papier (dans ce cas, à envoyer à la BP d'ACC à Mulhouse).

D'autres initiatives seront prises. Celles et ceux qui sont intéressé-e-s pourront consulter notre site www.acontrecourant.org (catégorie «presse libre en danger») où nous nous efforçons de mettre en ligne toutes les informations utiles.

Appel à diffuser largement
(également disponible sur notre site internet
www.acontrecourant.org)

La petite presse libre en danger !

On le sait de longue date, la liberté d'expression est un acquis fragile, sans cesse menacé, et de bien diverses manières.

Depuis la Libération, il existe une réglementation des envois postaux de la Presse qui en régit tous les aspects, aussi bien les contraintes techniques que les tarifs d'acheminement. Cette réglementation, bien qu'imparfaite, a eu le mérite de permettre à de nombreuses petites publications d'entretenir la diversité des opinions dans des conditions matérielles acceptables, malgré la modicité de leurs moyens. Cela était possible notamment grâce à la mission de service public de La Poste, qui permettait de pratiquer des tarifs d'acheminement en-dessous du prix de revient.

Or, depuis quelques années, une évolution sournoise et continue rend de plus en plus difficile l'exercice de cette liberté, notamment pour les petites structures aux faibles moyens financiers et administratifs. Aujourd'hui, à ce stade, la survie de nombre de ces petites publications est en jeu. Encore quelques mois, et si rien n'est fait pour stopper cette évolution dramatique, la diversité d'opinion dans la Presse et la libre circulation des idées, auront vécu.

Voici les dernières mesures en cours d'application ou annoncées à brève échéance par la Direction du Courrier de La Poste :

- Obligation de mettre les revues sous enveloppe ou sous plastique pour continuer à bénéficier du tarif Presse. Celles qui persisteront à mettre sous bande se verront appliquer un tarif beaucoup plus onéreux. Pour l'expéditeur, la mise sous bande est pourtant moins gourmande en matériel et en manipulations, et elle favorise les économies d'énergie, mais La Poste n'en a cure.

- Obligation de porter les envois aux Centres de Tri au lieu du Bureau de Poste le plus proche, ce qui génère des déplacements conséquents pour les expéditeurs, particulièrement en zone rurale.

- Révision des tarifs Presse à la hausse échelonnée jusqu'en 2015 (nouvelle augmentation en janvier 2012).

- Obligation de mentionner le «numéro de tournée facteur» sur l'adresse du destinataire, que la revue doit se procurer à titre onéreux auprès d'un opérateur privé.

- Diverses autres contraintes qu'on ne peut détailler ici, mais qui compliquent fâcheusement la tâche des «clients» que sont devenues les petites revues. On peut résumer en disant que si ça continue dans ce sens, bientôt l'usager devra payer pour avoir le droit d'assurer le service lui-même.

Tout est fait pour compliquer la vie de la Petite Presse Indépendante, qui a souvent choisi de ne pas recourir à la publicité pour maintenir sa liberté d'expression. Toutes ces règles liberticides qui ne disent pas leur nom, s'abritent derrière des prétextes de rationalisation, de recherche de rentabilité, voire de responsabilisation de l'usager. Elles sont édictées par la Commission Tripartite Etat-Presses-Poste, dans laquelle seuls les grands groupes éditoriaux sont représentés, et qui s'appliquent à eux-mêmes des tarifs beaucoup plus avantageux qu'aux petites structures.

Pour stopper cette dérive mortifère, nous demandons que La Poste revienne à des pratiques favorables à l'exercice de la liberté d'expression,

notamment le respect de ses obligations découlant de sa mission de Service Public. Pour cela, nous demandons un moratoire sur toutes les mesures énumérées ci-dessus, l'application immédiate à toutes les petites revues du tarif allégé (dit tarif «ciblé») en vigueur pour la «grande» presse, en attendant une refonte de la CPPAP et de la Commission Tripartite dont la composition et la fonction devront tenir compte de la présence des petites revues dans le paysage médiatique français. Nous demandons également à l'Etat de régler ce qu'il doit à La Poste pour que celle-ci puisse assurer sa mission dans de bonnes conditions financières.

Il est temps pour les petits éditeurs de revues, ainsi que leurs lecteurs et les élus conscients de leurs responsabilités, de réagir fortement en direction de ceux qui prennent ces décisions ou qui sont chargés de les appliquer :

- En vous inscrivant, si vous êtes éditeurs d'une revue, à l'aide du formulaire d'inscription ci-dessous à l'adresse presselibreendanger@gmail.com pour que nous élargissions la base de nos correspondants et donnions davantage de poids à notre démarche face à la Poste et aux grands groupes de presse,
- En signant la pétition en ligne si vous êtes lecteur (ou éditeur)
- En publiant cet appel dans vos revues ou en écrivant des articles s'en inspirant, en le diffusant auprès des revues de votre connaissance pour les informer de ces menaces et les inviter à s'inscrire à l'aide du même bulletin.
- En proposant vous-mêmes des actions qui seront répercutées à l'ensemble des correspondants de la liste.
- Pour accéder au formulaire d'inscription : [cliquez ici](#) (ou voir l'encadré ci-dessous)

Lorsque nous serons assurés d'un nombre suffisant de correspondants, nous pourrions interpellier directement La Poste et les pouvoirs publics en notre nom, le Sénat et l'Assemblée Nationale, ainsi que les ministres en charge du dossier et les candidats à l'élection présidentielle, pour porter cette question injustement occultée sur le devant de la scène.

Pour en savoir plus sur les menaces qui pèsent sur la Petite Presse Libre, ou pour accéder à des documents étayant notre propos (notamment un projet de plateforme de revendications que nous vous invitons à améliorer), vous pouvez vous rendre sur le site www.acontrecourant.org (catégorie «presse libre en danger»)

N'attendons pas que l'irréparable se produise. Unissons-nous ! Réagissons !

Première ébauche de plateforme de revendications pour la petite presse libre

Nous invitons tous les éditeurs de presse libre ou tous les lecteurs intéressés à nous faire parvenir des propositions pour améliorer cette première ébauche de plateforme de revendications.

- Interruption de l'application des accords Etat-Presses-Poste qui ont été élaborés en dehors de toute concertation avec la presse libre et à ses dépens. Pour faire bénéficier, dans un premier temps, toutes les revues inscrites à la CPPAP du tarif allégé appliqué à la presse dite «ciblée» (Presse Information Politique et Générale (PIPG) et Quotidiens à Faibles Ressources Publicitaires QFRP)).

- Retrouver dans un deuxième temps une tarification du niveau de celle mise en place aux lendemains de la Libération en accordant des allègements différenciés, inversement proportionnels à la surface occupée par la publicité, de manière à créer un cercle vertueux libérant progressivement et au moins partiellement la presse de l'oligarchie économique et financière. Et en créant une péréquation allégeant les tarifs pour les publications à faible tirage, de manière à rappeler que la circulation des idées et des informations n'a rien à voir avec la recherche du profit.

- Redonner à la Poste et à ses agents les moyens d'assurer sa mission de service public de diffusion des idées. Cela passe dans l'immédiat par l'arrêt du harcèlement infligé aux petits éditeurs en matière de routage, de présentation et de facturation des envois et, au contraire, par la mise à disposition par la Poste de moyens facilitant ces tâches pour les déposants de petites revues. Cela passe ensuite par l'élargissement progressif de l'activité de la Poste à la diffusion des revues et journaux pour la vente au numéro, de manière à libérer la Presse des contraintes matérielles et financières qu'imposent les entreprises privées qui exercent aujourd'hui cette fonction.

- Redéfinir, en lieu et place des commissions tripartites Etats-Presses-Poste et de la CPPAP, un organisme démocratique qui déterminera les règles qui seront appliquées à toutes les revues qui auront reçu l'agrément de cet organisme.

FORMULAIRE D'INSCRIPTION

Oui, en tant qu'éditeur, je m'inscris sur la liste des correspondants de presselibreendanger@gmail.com (ou j'envoie ce formulaire à A Contre Courant BP 12123 68060 MULHOUSE Cédex) afin de m'associer au mouvement de défense de la Petite Presse Libre mise à mal par les mesures prises à son encontre par les pouvoirs publics.

Nom de la personne, de l'Association, ou titre de la Revue :

Adresse courriel ou postale :

Le cas échéant, site Internet :